

Plutôt que de se fonder sur une croyance en la vertu supérieure de la vie rurale ou sur quelque nostalgie des institutions agricoles existantes, je fais l'apologie de la ferme familiale parce qu'elle assure aux hommes et aux femmes qui l'exploitent un mode de vie respectable et payant, un mode de vie bien préférable à celui que connaît la grande majorité des cultivateurs déracinés dans nos villes. Je tiens aussi au développement rationnel et raisonnable de nos régions urbaines, afin qu'on évite, quand c'est possible, le genre de situation décrite par Paul Goodman, éminent sociologue américain, dans ses conférences Massey de 1966. A titre d'exemple, j'aimerais citer l'extrait suivant des conférences de M. Goodman.

● (8.40 p.m.)

...l'année dernière, ma propre ville de New York a été affligée de 10 plaies dangereuses; certaines étaient des crises temporaires qui pourraient réapparaître à n'importe quel moment, d'autres des plaies durables qui vont en s'aggravant...les cours d'eau et les baies sont pollués et empestent souvent: dans une ville immense privée de vastes étendues et dotée de rares aménagements récréatifs, c'est une calamité. L'air qu'on y respire est mauvais mais n'est pas dangereux donc, je n'en parlerai pas. L'encombrement est extrême. La circulation est souvent paralysée et de nouvelles grandes routes ne feraient qu'aggraver la situation...Quant à l'encombrement humain, il est difficile de savoir quelle densité les gens ne peuvent plus supporter mais il doit y avoir un point où les signaux sont trop nombreux et où les circuits s'engorgent, où les gens n'ont plus un espace social suffisant pour sentir qu'ils s'appartiennent. Dans certaines zones, selon moi, ce point est dépassé. A Harlem, il y a 67,000 habitants au mille carré, à raison de deux et trois par pièce et la moyenne des enfants de 12 ans n'ont jamais été plus loin qu'à un demi-mille de chez eux.

Enfin, il y a des plaies qui révèlent l'effondrement, la psychopathologie et la sociopathologie. On estime à environ 70,000 le nombre des toxicomanes, qui s'adonnent en outre à de petits cambriolages impitoyables. La délinquance juvénile commence comme autrefois dans les villes mais elle persiste sous forme d'addiction ou autre renoncement social parce qu'il y a moins d'appui alentour et moins de possibilités économiques. Certaines familles connaissent maintenant depuis plusieurs générations les secours sociaux, les maisons de réforme, les hôpitaux publics et les asiles comme mode normal de vie. Une enquête psychiatrique effectuée dans le cœur de Manhattan a révélé que 75 p. 100 des habitants présentaient des symptômes neurotiques marqués et 25 p. 100 nécessitaient un traitement psychiatrique qu'ils ne peuvent pas obtenir évidemment.

Qui en a besoin? Voulons-nous cela pour notre pays? Et pourtant c'est vers cette voie que nous nous acheminons. D'après M. Goodman, bien que les zones urbaines soient manifestement invivables dans son propre pays, l'expérience des citadins se trouve limitée à tel point qu'aucun autre choix ne leur semble permis. Ils ne peuvent simplement pas envisager une autre forme d'existence. M. Goodman

[M. Rowland.]

a parlé notamment du Canada dans les termes suivants:

Au Canada, il y a moyen de juger plus rationnellement de la chose. Votre taux rural de 15 à 20 p. 100, y compris les pêcheurs indépendants, bûcherons, etc., proportion qui devrait faire notre envie. Vos villes ont besoin d'être améliorées, mais leurs dimensions demeurent raisonnables. La ville, et la campagne ne sont pas encore séparées par un abîme.

Et M. Goodman nous exhortait à ne pas nous engager dans la voie agréable mais dangereuse suivie par son pays, mais de conserver la proportion actuelle entre les villes et les campagnes et d'opérer, malgré l'expansion technologique et démographique, une meilleure symbiose entre le milieu urbain et le milieu rural. Je suis bien d'accord avec M. Goodman, mais je désespère de voir le gouvernement actuel prendre des mesures indiquant qu'il suit les conseils de M. Goodman et d'autres gens comme lui. Mes craintes sont avivées par le rapport de la commission d'étude sur l'agriculture, déposé aujourd'hui. Je désespère aussi de jamais voir cela parce qu'il y a trop longtemps que le gouvernement fédéral se fonde sur les chiffres de la production de denrées pour établir ses programmes agricoles au lieu de tenir compte du mode de vie des agriculteurs. Ce qui s'impose en matière de politique agricole, c'est de décider du genre de collectivité rurale que nous voulons créer et de prendre les moyens d'y arriver. Voilà trop longtemps que le Canada est privé d'une politique agricole nationale digne de ce nom. Le ministère fédéral de l'Agriculture ne s'est jamais vraiment donné la peine de songer à l'aspect de la réadaptation en agriculture. Je trouverais moins à redire à cette lacune flagrante si d'autres organismes fédéraux, comme le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et le ministre de l'Expansion économique régionale paraissaient comprendre le problème et étaient prêts à agir. Mais rien ne nous porte à le croire ni d'un côté ni de l'autre.

En outre, depuis quelques années l'efficacité des initiatives fédérales en matière de commerce agricole laisse beaucoup à désirer. Pour comble de malheur, il est clair maintenant que les solutions radicales que le gouvernement fédéral semble adopter contre l'inflation aggraveront et affaibliront l'économie agricole déjà en régression dans les Prairies. En bref, nous n'avons pas, nous n'avons jamais eu de politique agricole efficace au Canada. Cette lacune est directement responsable de l'instabilité chronique dans le secteur agricole de notre économie, y compris de la baisse actuelle marquée du revenu du cultivateur, surtout celui de l'Ouest.

Depuis déjà trop longtemps les Canadiens sont esclaves du mythe que les forces aveu-